

De 1939 à 1945

1939-1945

L'université dans la guerre



La Seconde Guerre mondiale confronte une nouvelle fois l'université à la guerre. La mobilisation atteint étudiants et professeurs : en Lettres, plus d'un tiers des enseignants est concerné et en Médecine, dix-sept enseignants. l'université doit, comme en 1914, participer à l'accueil du gouvernement français replié sur Bordeaux en juin 1940 : la faculté de Droit accueille les affaires étrangères tandis que celle de Lettres le vice-président du Conseil, Chautemps et des sous-secrétaires d'Etat dont Charles de Gaulle qui ne fait que passer avant de s'envoler pour Londres le 17 juin.

Après l'armistice, l'Université de Bordeaux se situe en zone occupée et les conditions de vie ne cessent de s'y dégrader jusqu'en 1944. De nombreux locaux sont réquisitionnés par les Allemands et à partir de 1942-43, les étudiants sont menacés par le STO qui provoque le départ d'au moins 500 étudiants, malgré la mise en œuvre de stratagèmes multiples pour éviter la réquisition.

C'est dans ce contexte de guerre que les premières femmes enseignent à l'université, Simone Quet, en histoire du droit, de façon éphémère en 1940-41 et Marie Desport en latin.

Les restrictions alimentaires, le manque de chauffage, le manque de papier rendent de plus en plus difficiles la vie quotidienne de l'université. Dès novembre 1942, le doyen de la Faculté des Lettres, Emile Delage, déplore la situation : « A mesure que la guerre se prolonge, elle absorbe peu à peu nos ressources et crée une disette générale : vivres, vêtements, moyens de transports, matières premières, objets fabriqués, tout devient rare ou disparaît ».

Le régime de Vichy impose très vite sa marque dans l'Université de Bordeaux en révoquant certains enseignants dont Jacques Ellul, chargé de cours en Droit dont le père n'a pas la nationalité française, Henri Daudin, professeur d'histoire de la philosophie car il a milité au PCF jusqu'en 1939, Charles Dartigue-Peyrou, professeur d'histoire du Sud-Ouest et Gaston Martin, professeur d'histoire moderne et contemporaine car ils sont francs-maçons, Joseph Benzacar, professeur d'économie politique ou Robert Weill, maître de conférences en zoologie, en application des lois d'exclusion des Juifs de la fonction publique.

La politique de Pétain suscite pourtant des adhésions fortes dans l'université bordelaise. Le doyen de la faculté de Médecine, Pierre Mauriac, se fait le chantre du régime, expliquant ainsi aux étudiants, le 3 novembre 1942, la politique maréchaliste : « le coup de balai donné d'une main ferme à la couche de gravats et de débris, on aura vite fait de retrouver le vrai fond de la France ». Son collègue Darget et un professeur de la faculté des Sciences, Jean Combe d'Alma appartiennent au groupe « Collaboration ». En Droit, le doyen Roger Bonnard et Henri Vizios s'efforcent de convaincre les étudiants de leur rôle dans la construction du nouveau régime. Les professeurs de Médecine, Wangermez et Aubertin, sont parmi les plus convaincus par la Révolution nationale, le premier chroniqueur du journal du PPF de Doriot. Plusieurs professeurs bordelais exercent des responsabilités à Vichy, comme Portmann, secrétaire général à l'Information (janvier 1941) ou le juriste Vizios. A Bordeaux, Poplawski, adjoint du maire Marquet, se montre très favorable à la collaboration avec l'Allemagne et Maurice Duverger écrit dans le journal de Marquet, *Le Progrès de Bordeaux*. Ainsi, c'est en Droit et en Médecine que l'adhésion à Vichy est la plus forte même si en Lettres, le maréchalisme n'a pas été absent chez le germaniste Robert Pitrou, les littéraires Albert Cherel et Pierre Flottes, l'historien Jean Maubourguet y compris chez le doyen Delage qui ne manque pas de saluer « le grand chef chargé d'ans et de gloire », « le grand soldat qui s'est levé et a fait retentir la voix de la Patrie »...

Mais la Résistance n'a pas été absente de l'université bordelaise. En Lettres, le professeur Guillemain s'exile en Suisse, d'autres sont victimes de leur hostilité au régime, comme les historiens Robert Fawtier, déporté et Gaston Martin, interné. En Médecine, Jean Auriac s'engage très tôt dans la Résistance ce qui lui vaut une arrestation dès 1941 et le conduit au suicide. Des étudiants s'engagent très tôt dans la Résistance, à l'image du Front national des Etudiants organisé en mai 1941 par Claude Meyroune notamment. Plusieurs étudiants sont déportés dont Jacques Gardelles, historien de l'art et certains, comme Laure Gatet, chargée de recherche à la faculté des Sciences, meurent à Auschwitz (le lycée de filles de Périgueux porte aujourd'hui son nom).

A la Libération, l'université pleure ses morts : dix-sept étudiants de la faculté des Lettres et onze médecins de la faculté font partie des victimes dont Albert Barraud et Nancel-Penard, fusillé. Les professeurs exclus sont réintégrés. L'épuration est organisée, principalement en Médecine : en sont victimes en Lettres, Maubourguet, Flottes, Larrose ; plusieurs professeurs de médecine sont suspendus de leurs fonctions (Mauriac, Aubertin, Portmann, les deux derniers étant vite réintégrés) et Wangermez est révoqué ; en Droit, grâce peut-être à l'indulgence de Jacques Ellul, membre de la commission d'enquête, seul un enseignant, Bouvier-Ajam, est révoqué. La guerre a marqué un temps douloureux pour l'Université qui se tourne cependant très vite vers l'avenir et connaît, en une vingtaine d'années, de profondes mutations.

- * [1945-1968 ou le temps des bouleversements](#)
- * [et enfin, depuis 1968, la difficile adaptation aux mutations de l'éducation et du monde.](#)

[Télécharger le texte complet de l'histoire des universités de Bordeaux au XXe siècle \(89 KB\)](#)